



**CERNA, Centre d'économie industrielle**  
**Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris**

60, bld St Michel - 75272 Paris cedex 06  
Tél. : (33) 01 40 51 90 91 / 90 71  
Fax : (33) 01 44 07 10 46  
E-mail : [giraud@cerna.ensmp.fr](mailto:giraud@cerna.ensmp.fr)  
<http://www.cerna.ensmp.fr>

## **Economie et propriété dans les socialismes**

**Pierre-Noël Giraud**  
**Professeur d'Economie à l'Ecole des Mines**  
**et à l'Université de Paris Dauphine**

**Intervention au Colloque de Cerisy sur « La Propriété »**

**Juillet 1999**

**(paru en 2000)**

Ce titre est une provocation. Je soutiendrai en effet qu'il n'existait pas d'économie dans le socialisme, parce qu'il n'existait pas de propriété. Cette thèse résulte d'enquêtes approfondies dans un grand nombre de combinats industriels en Europe de l'Est et dans l'ex URSS, effectuées dès l'effondrement des socialismes et dans les années qui ont suivi<sup>1</sup>. Elles ont montré que les concepts utilisés par la pensée économique, dont celui de droit de propriété, mais également ceux de marchandise, monnaie, prix, entreprise, sont inopérants pour analyser le fonctionnement des socialismes en matière de production et de distribution (section 1). Les « experts » occidentaux appelés dans ces pays après l'effondrement étaient, pour l'écrasante majorité d'entre eux, convaincus du contraire. Il en résulta une compréhension initialement erronée des enjeux et du processus de ce qu'ils ont appelé à tort la « transition » du socialisme au capitalisme (section 2). Cette analyse me conduira à quelques propositions sur la nature de la pensée économique et ses conditions de possibilité (section 3).

## 1. A propos des socialismes

---

La thèse selon laquelle on peut parler d'« économie socialiste » et l'analyser à l'aide des concepts issus de l'étude des capitalismes restait hégémonique à la fin des années 80. Elle était partagée par toutes les écoles de pensée économiques, qu'elles soient néoclassiques, keynésiennes, institutionnalistes, régulationnistes ou marxistes<sup>2</sup>.

La thèse opposée n'est cependant pas sans antécédents. Ce fut celle de chercheurs aussi différents que Max Weber, Ludwig von Mises ou Boris Brutzkus dans les années 20<sup>3</sup>. Le débat portait alors sur la comparaison entre capitalisme et socialisme. D'un côté<sup>4</sup> était soutenue la thèse de l'équivalence théorique des deux systèmes du point de vue de l'efficacité économique, en raison de ce que la planification serait capable de produire un système de prix identique à celui que produiraient des marchés. Le socialisme présenterait alors des

---

<sup>1</sup> Enquêtes effectuées, dans plusieurs dizaines de combinats de différentes branches industrielles, avec Olivier Bomsel et Christian von Hirschhausen, du CERNA ( Centre d'Economie Industrielle de l'Ecole des Mines) ainsi que Sylvain Lazarus, de l'Université de Paris-8, avec qui les thèses présentées ici ont été élaborées. L'idée initiale : « Il n'y a pas d'économie dans le socialisme », est de Sylvain Lazarus, qui l'a présentée dans : « Chercher ailleurs et autrement ». Sur la doctrine des lieux, l'économie, l'effondrement du socialisme », Conférences du Perroquet N° 35, Mai 1992.

<sup>2</sup> C'est en particulier la thèse de Staline : « Les problèmes économiques du socialisme en URSS », Paris, Editions du PCF, 1952, mais aussi de Charles Bettelheim dans : « Calcul Economique et formes de propriété », Maspéro, 1970.

<sup>3</sup> Max Weber : « Wirtschaft und Gesellschaft » vol. 3, Tübingen, 1921. Ludwig von Mises : « Economic calculation in the Socialist Commonwealth » in : « Collectivist Economic Planning », Hayeck (ed), Routledge, London, 1935 (le texte date de 1920), également dans : « Socialism », 1932, et « Human Action », 1949. Boris Brutzkus : « Problems of Social Economy under Socialism », Ekonomist, Winter 1921/1922.

<sup>4</sup> Cf. par exemple Oskar Lange qui fera la synthèse de cette position en 1938 dans : « On the Economic Theory

avantages en matière de répartition, essentiellement dus à la suppression des monopoles privés. Les trois auteurs précités s'y opposèrent en affirmant l'impossibilité de tout calcul économique dans le socialisme. Ainsi, Mises déclare : « *The paradox of planning is that it cannot plan, because of the absence of economic calculation. What is called a planned economy is no economy at all.*<sup>5</sup> *It is just a system of groping about in the dark* »<sup>6</sup>. Leur position était donc essentiellement critique. Ils disaient ce que le socialisme n'était pas, mais ils n'en donnaient aucune analyse positive. Ils ne proposaient aucune explication des raisons pour lesquelles, malgré cela, la production allait se développer de façon si spectaculaire en URSS. Dans les années 20, faute de recul historique, ils devaient en réalité être convaincus que cela ne « marcherait pas ». Si bien qu'à partir des années 30, avec l'aide efficace des « économistes » soviétiques<sup>7</sup>, l'a emporté la thèse que les socialismes étaient bien des économies, caractérisées par : 1) la prédominance de la propriété publique des moyens de production (sous différentes formes : du peuple entier, collective) ; 2) une coordination des activités productives par le Plan. Aux yeux des néoclassiques, ces économies étaient cependant inefficaces. Aux yeux des marxistes, elles étaient « en transition » vers le communisme, qui seul supprimerait l'économie.

La conséquence de cette thèse est qu'il est possible d'analyser les dynamiques de production et de distribution dans les pays socialistes à l'aide de concepts économiques universels, c'est-à-dire applicables à toute économie, tels que : propriété, marchandise, monnaie, prix, entreprise, banques, coordination (par le marché ou pour le plan), crises, etc. L'appareil conceptuel n'était évidemment pas exactement le même selon les écoles, mais elles avaient en commun de prétendre l'appliquer à des « formations sociales » différentes, tels que les capitalismes et les socialismes mais aussi bien les sociétés dites « primitives ».

Or les enquêtes que nous avons menées dans les ex-combinats, juste après l'effondrement des Etats socialistes en Europe de l'est, permirent non seulement d'évaluer les défis lancés aux premiers par l'effondrement des seconds, ce qui était leur enjeu initial, mais aussi de mieux comprendre comment les combinats et plus généralement le système productif fonctionnaient dans le cadre du socialisme. Il nous est rapidement apparu que les concepts économiques n'étaient en la matière d'aucune utilité. Même lorsqu'ils étaient employés dans ces pays (certains l'étaient : monnaie, prix, salaire, banques, par exemple), ils ne désignaient pas la même chose que dans une économie capitaliste. En voici quelques illustrations<sup>8</sup>.

---

of Socialism ».

<sup>5</sup> Souligné par moi.

<sup>6</sup> Mises « Human Action », op. Cité, p. 696/697.

<sup>7</sup> Cf. en particulier : Staline, op. cité ainsi que le « Manuel d'Economie Politique » de l'Académie des Sciences de l'URSS.

<sup>8</sup> On me permettra d'être ici rapide et schématique dans la mesure où ce qui suit (sur la monnaie, le combinat et le Plan) a été exposé en détail par Christian von Hirschhausen dans « Du combinat socialiste à l'entreprise

## Absence de monnaie

Il n'existait pas une, mais trois pseudo-monnaies dans les pays socialistes d'Europe de l'est. Une monnaie papier, qui était distribuée aux membres des combinats et ne pouvait leur servir qu'à acheter certains biens de consommations finales, lesquels ne représentaient qu'une fraction limitée de la consommation de ces individus. Une monnaie scripturale, qui servait à enregistrer les échanges entre combinats et qui était automatiquement créée par leurs « déficits » et détruite par leurs « excédents » comptables. Une monnaie convertible en devises étrangères par la Banque du Commerce extérieur, exclusivement utilisée dans le commerce extérieur. Le point essentiel est que ces trois monnaies n'étaient pas convertibles entre elles. Aucune n'avait donc les attributs d'un « équivalent général », que possède une monnaie dans un capitalisme. Aucun combinat ne subissait une quelconque « contrainte monétaire » qui l'aurait obligé à couvrir l'excédent de ses dépenses sur ses recettes par des crédits gagés sur ses recettes futures. En conséquence les banques (certains organismes étaient en effet appelés ainsi) n'étaient pas des banques au sens qu'a ce nom dans un capitalisme, où les elles sont des institutions émettrices de monnaies équivalent général par leur activité de crédit.

## Les combinats n'étaient pas des entreprises

Les combinats, unités de production dans le socialisme, ne peuvent en aucune façon être considérés comme ayant été des « entreprises », au sens qu'a ce nom dans un capitalisme.

C'étaient des entités « polyfonctionnelles ». Elles combinaient une fonction de production, des fonctions que l'on qualifierait dans un capitalisme de « sociales » : fourniture gratuite de biens de consommation, de loisirs, de services de santé, d'éducation, enfin des fonctions de contrôle et de mobilisation politique de la population. Les combinats n'embauchaient pas de « salariés ». On était « membre » d'un combinat. D'ailleurs la notion de salaire était très différente : la monnaie-papier que recevaient les membres n'était qu'une fraction de ce que leur fournissait le combinat et ne pouvait en aucune façon être considéré comme le prix de la vente d'une force de travail.

Les trois fonctions principales d'un combinat n'étaient nullement hiérarchisées de manière stable, les priorités étaient changeantes. Il en résultait l'impossibilité de mettre en évidence une rationalité stable de la fonction productive. Celle-ci n'était certainement pas guidée par un calcul économique, a fortiori par un calcul monétaire. D'abord les prix n'avaient absolument pas le même sens que dans un capitalisme. Ils étaient fixés par le Plan en

---

capitaliste - Une analyse des réformes industrielles en Europe de l'Est ». L'Harmattan, Paris 1996.

fonction de considérations diverses et ne reflétaient même pas, comme on aurait pu s'y attendre, une valeur travail corrigée par des objectifs de distribution. Ils ne pouvaient donc servir à des calculs économiques visant à minimiser la quantité de facteurs de production utilisés à une production donnée. Mais plus profondément, ce genre de calcul, qui aurait pu être effectué en utilisant des valeurs travail au lieu des prix, n'était pas ce qui présidait aux décisions concernant la production, car celles-ci prenaient aussi toujours en considération les autres fonctions du combinat.

Un combinat n'était donc pas une entreprise, même « publique », de production. Il n'était pas soumis, même de façon biaisée et imparfaite en raison du système de prix planifiés, à une rationalité économique. C'était, selon nous, un morceau d'Etat : l'unité de base du parti-Etat socialiste. Il en résultait que n'existait aucune rationalité spécifique et autonome de la production. C'est ce qui faisait dire aux observateurs occidentaux superficiels, que l'« économie » planifiée était synonyme d'inefficacité, et leur permettait de se gausser de décisions qui, en économie capitaliste, apparaîtraient comme des absurdités. Les socialismes n'étaient pas irrationnels, mais leur rationalité n'était pas « économique ». Objectifs productifs, sociaux, politiques étaient inextricablement liés, définis et poursuivis par le parti-Etat. La production n'était pas séparée de l'Etat.

### **Le Plan comme mécanisme de coordination**

Dans les discours officiels, le Plan, après divers allers et retours d'informations avec les unités de production, leur fixait les quantités à recevoir, produire et livrer. Or nous avons été frappés d'une chose. Visitant des usines sidérurgiques, qui recevaient du minerai de fer et de charbon, produisaient et livraient des rouleaux de tôles laminées, nous avons constaté qu'il n'existait pas de dispositif de pesage, ni en amont à l'arrivée des wagons, ni en aval. On se contentait de compter les wagons et le nombre de rouleaux produit. Les quantités n'étaient donc connues qu'à 10 ou 20 % près ! En approfondissant les mécanismes de coordination entre combinats, il nous est apparu qu'il existait d'une part un circuit papier : les documents attestant que les objectifs de production avaient été remplis, que les produits avaient bien été livrés aux combinats désignés, circulaient de leur côté. Tous ces documents étaient, sinon des faux, du moins des approximations souvent grossières de la réalité. D'autre part, la coordination réelle était assurée par les contacts directs et personnels des directeurs ou cadres des combinats avec ceux de l'amont et de l'aval. Ils y passaient un temps considérable. En réalité, les modes de coordination étaient identiques, entre combinats, à ce qui se passait à l'intérieur d'un même combinat, entre ateliers. En ce domaine, il n'y avait pas de solution de continuité aux frontières du combinat, qui aurait permis de dire qu'il

s'agissait, entre combinats et parce qu'ils étaient distincts, « d'échanges de marchandises »<sup>9</sup>. D'ailleurs, dans l'histoire de l'URSS et des pays d'Europe de l'est, les frontières des combinats furent en réalité très variables. A plusieurs reprises, il y eut rassemblement de combinats dans des entités plus grandes allant jusqu'à de gigantesques combinats de branches ou d'immenses combinats multi industries pratiquement auto suffisants (dans le domaine de la production militaire en particulier), puis mouvement inverse de déconcentration. Aucune logique de nature économique ne pouvait en effet présider à la définition des frontières d'un combinat, alors que c'est le cas, en économie capitaliste, des frontières de l'entreprise<sup>10</sup>.

De la ressource naturelle à l'utilisateur final, le flux de matière était organisé par le Parti, dont tous les cadres dirigeants des combinats étaient membres. Le Plan n'était qu'une vague indication et ses exigences satisfaites par le circuit papier. La coordination réelle, dans ce vaste et unique atelier qu'était l'ensemble du système productif, était assurée par ces chefs d'équipe qu'étaient les directeurs de combinats.

## Absence de propriété

Le « Manuel d'économie politique » de l'Académie des Sciences de l'URSS y distingue deux formes de propriété : la propriété du peuple entier (celle de l'Etat) et la propriété collective (de groupes plus restreints du peuple : en pratique, les kolkhozes). Entre les unités de production propriété d'Etat (les combinats) et les kolkhozes, il y a, selon le manuel, échanges marchands. On peut le contester, dans la mesure où l'Etat fixait les prix agricoles et les imposait aux kolkhozes. Mais il est inutile d'entrer ici dans ce débat. L'essentiel est que le concept de propriété employé dans le socialisme n'a rien de commun avec celui qu'emploie l'analyse économique des capitalismes.

Une caractéristique essentielle d'un droit de propriété dans un capitalisme est qu'il a une valeur d'échange et peut toujours se vendre. Il en est ainsi aussi bien de la propriété publique (étatique) que de la propriété privée. En fait deux distinctions sont pertinentes : absence de propriété (donc libre accès de tous) ou propriété ; au sein de celle-ci : propriété collective (incluant la propriété étatique) ou individuelle. Un droit de propriété collectif n'est vendable que si la collectivité qui le détient en décide ainsi, selon des procédures de décision spécifiques au type de collectif propriétaire. La distinction ne porte en aucune façon sur la nature du droit. A titre d'illustration de l'identité « économique » entre propriété d'Etat et

---

<sup>9</sup> Ainsi Bettelheim, qui voyait dans l'existence d'échanges monétaires (on a vu ce qu'il en était, cf. plus haut) entre combinats considérés comme des « entreprises », la raison de la subsistance de la « forme marchandise » dans le socialisme, était-il à notre avis dans l'illusion. « Calcul économique et formes de propriété ». op. cit., p. 82.

<sup>10</sup> Depuis Coase et son célèbre article « The nature of the firm », c'est même un champ assez actif de l'analyse économique contemporaine.

privée, remarquons que lorsqu'un Etat décide de créer un droit de propriété sur une ressource productive auparavant d'accès libre (par exemple : l'air), il peut indifféremment décider de se l'approprier puis de la « louer » par un système de taxe appliquée à ceux qui polluent l'air, ou de la vendre à des particuliers, en faisant ainsi un droit de propriété individuel, puis d'organiser un marché de « droits à polluer ». On démontre que les deux solutions sont strictement équivalentes quant à la poursuite de l'objectif initial de l'Etat, qui était de réduire la pollution en supprimant l'accès libre à l'air. Bref, dans un capitalisme, toute propriété d'Etat a une valeur marchande, si bien qu'une « privatisation » n'est, techniquement, qu'une simple formalité.

Qu'un droit de propriété soit essentiellement vendable, transformable en équivalent général, se manifeste également par l'évolution de certains droits de propriété dans le sens d'un détachement croissant de la valeur d'échange et de la valeur d'usage. Il en est ainsi, en particulier, des droits de propriété sur les moyens de production. Dans le cas des sociétés anonymes, les droits de propriété sur les moyens de production de l'entreprise sont les actions de la société. Les actions sont des titres financiers particulièrement « liquides », c'est-à-dire échangeables quasi instantanément contre de la monnaie et pour qui l'aller et retour monnaie - titre - monnaie ne fait perdre qu'une fraction minime de la monnaie initiale. Ils sont donc, parmi l'ensemble des droits de propriété, parmi les plus proches de la monnaie elle-même, ce que ne sont pas les droits de propriété portant directement sur une machine. On trouve également cette tendance dans le développement des contrats à terme, des droits de propriété sur des marchandises qui sont particulièrement liquides. D'une manière plus générale, l'essor des activités financières dans les capitalismes, dont le développement de l'actionnariat et des marchés dérivés ( où sont cotés les contrats à terme) sont deux illustrations, s'inscrit dans ce mouvement de séparation de la valeur d'usage et de la valeur d'échange des droits de propriété, qui tend à les rendre le plus liquide possible, c'est-à-dire le plus proche possible de la monnaie.

Naturellement, le développement de la forme juridique société anonyme pose le problème de qui dirige réellement l'entreprise : les actionnaires ou les dirigeants ? Problème que l'on formule parfois sous la forme : Qui en est le réel « propriétaire » ? Nous n'entrerons pas ici dans ce débat, sauf pour faire remarquer que les rapports de pouvoir entre actionnaires et dirigeants sont commandés par le fait que les actionnaires peuvent à tout moment vendre leurs droits de propriété s'ils ne sont pas contents des dirigeants. Où se confirme donc qu'est essentiel le caractère de marchandise d'un droit de propriété dans un capitalisme.

Rien de tel évidemment dans les socialismes. La propriété, du peuple entier ou collective, ne pouvait se vendre. Le nom, ici encore, ne désigne pas la même chose. Il faut soutenir qu'il n'y avait pas de propriété dans les socialismes, au sens qu'à ce nom dans les capitalismes. La question : « qui dirigeait réellement un combinat ? » se pose évidemment aussi. Mais

l'aborder en se demandant qui en était propriétaire n'est à mon avis d'aucun secours. En témoignent la complexité et l'embarras manifeste des analyses de Bettelheim<sup>11</sup>, qui cherche à emprunter cette voie. Elle le conduit à des distinctions complexes : propriété - possession - détention, qui sont utilisées de manière peu convaincante, alors que le problème qu'il pose est en réalité : « qui dirige le parti-Etat ? », et qu'il aurait sans doute mieux valu l'aborder directement, avec les concepts adéquats, dont celui de propriété ne fait à mon avis pas partie.

## Les socialismes

Les socialismes « réellement existants » avaient donc, dès les années 30 en URSS et 50 en Europe de l'Est, très largement rempli leur programme initial : « absenter la marchandise, la monnaie et la loi de la valeur ». A preuve supplémentaire, le fait que toutes les tentatives de « réforme », visant à introduire une dose de marché, de monnaie et d'appropriation privée d'une partie des « profits » dans la gestion et la coordination des combinats, se sont soldées par des échecs<sup>12</sup>. On ne pouvait réformer en « déplaçant le curseur » entre plan et marchés, entre propriété publique et privée, car ces derniers n'existaient pas. Dans ces conditions, les concepts économiques pertinents pour l'analyse des capitalismes sont inopérants pour l'analyse des systèmes productifs socialistes. La production n'y avait aucune autonomie, aucune dynamique propre séparable de la politique, ou plus précisément du développement historique du parti-Etat, dans ses dimensions internes<sup>13</sup> et externes<sup>14</sup>. En conséquence, aucune analyse séparée des phénomènes de production et de distribution n'y était pertinente. Il n'y avait pas d'économie dans les socialismes. On ne pouvait en faire une « économie ».

---

<sup>11</sup> Bettelheim op. cité, p. 57, 112, 122.

<sup>12</sup> Il en va différemment en Chine depuis 1978. Le cas chinois mériterait un long développement. Disons simplement ici que la propriété individuelle et la coordination marchande ont été introduites « à côté » du système des combinats (Danwei en Chine), et non en son sein. Dans une seconde phase, en cours, cette coexistence est utilisée pour éroder progressivement les Danweis..

<sup>13</sup> On a ainsi, semble-t-il, beaucoup sous-estimé l'importance en l'URSS de la politique d'occupation et de peuplement russe de l'espace asiatique. A elle seule, elle explique bon nombre d' « aberrations » productives, aux yeux d'une logique économique.

<sup>14</sup> En URSS, rôle évidemment essentiel, dans la dynamique du système productif, de la Guerre froide et de la course aux armements.

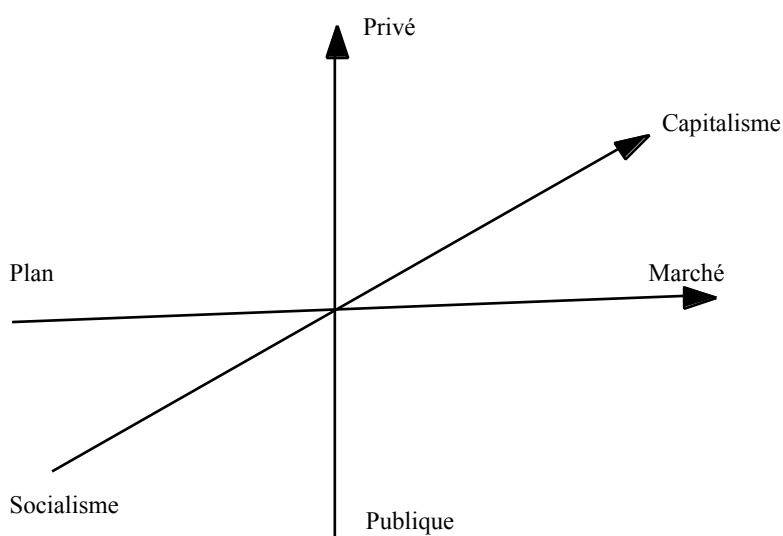


## 2. A propos des post-socialismes

Cette discussion est loin de ne présenter qu'un intérêt historique. Les conceptions dominantes sur la nature des socialismes de types soviétiques ont en effet inspiré les politiques « économiques » mises en œuvre après l'effondrement des Etats socialistes. Le terme presque universellement employé de « transition » (du socialisme au capitalisme) en témoigne. Pour la plupart des économistes occidentaux, d'accord en cela avec les « réformateurs » des socialismes, ces économies se situaient donc en bas à gauche d'un plan décrivant l'ensemble des économies possibles, dont les deux axes sont :

- Mode dominant de coordination (abscisse) : de 100 % plan à 100 % marché
- Type dominant de propriété (ordonnée) : de 100 % publique à 100 % privée

### La vision de la « Transition »



Pour réussir la transition, il suffisait donc, selon cette conception :

- 1) De passer du Plan au Marché : supprimer le Plan et laisser l'offre et la demande fixer les prix sur les marchés.
- 2) De privatiser les « entreprises publiques ».

Autrement dit, selon la conception de la « transition », les ex-pays socialistes d'Europe de l'est relevaient du même type de thérapeutique que les pays capitalistes qui s'étaient laissés aller à donner une place « excessive » à l'Etat dans l'économie, tels le Chili avant Pinochet

ou la Grande Bretagne avant Thatcher. Ce furent d'ailleurs souvent les experts qui avaient conseillé le Chili, qu'on appela au chevet de la Pologne et des autres pays post-socialistes<sup>15</sup>.

Or, cela s'est avéré impossible. Le point d'impossibilité fut la privatisation des combinats. Ce n'était pas, comme les experts l'ont cru dans premier temps, que la première réforme - la création de marchés - n'étant pas assez avancée, les marchés nationaux naissant n'étaient pas encore à même « d'évaluer » correctement les droits de propriété qu'y s'y offraient. En effet on a tenté d'en vendre à des entreprises étrangères, très généralement sans succès. La raison de fond tenait à la nature même des combinats. L'impossibilité de les vendre tels qu'ils étaient a révélé cette nature. Les combinats n'étaient pas des « entreprises publiques ». On peut en effet très facilement privatiser une entreprise publique dans un capitalisme. On ne peut pas privatiser ce qui était un morceau de parti-Etat socialiste, même après l'effondrement de la tête de ce dernier. Il fallait auparavant pousser beaucoup plus à fond la destruction de l'Etat ancien

Il a donc fallu faire éclater les combinats, en séparer les fonctions sociales et les transférer au nouvel Etat, en découper les entités productives, en supprimer un grand nombre, puis désigner des propriétaires initiaux, avant de finalement laisser les marchés redistribuer les droits de propriété. Bref il a fallu, sur et à partir des décombres du parti-Etat socialiste, créer des droits de propriété auparavant inexistants (et pour cela créer des entités appropriables) et construire un nouvel Etat de type capitaliste, c'est à dire séparé de la production. C'est pourquoi le terme de transition nous paraît inadéquat. Il y a eu rupture radicale, par effondrement de l'Etat,<sup>16</sup> et construction de quelque chose d'entièrement nouveau. Ce processus de création de droits de propriété a pris des formes très variables, dont les deux extrêmes furent la RDA d'une part, où il fut rapide et centralisé par la Treuhandanstalt et les Etats issus de l'éclatement de l'Union soviétique d'autre part, où il est, en 2000, encore inachevé.

---

<sup>15</sup> Jeffrey Sachs, de Harvard, fut un des plus connus.

<sup>16</sup> C'est là la différence fondamentale avec la Chine où le parti-Etat reste aux commandes.

### 3. Sur la pensée économique

---

Les concepts de l'économie, si l'on entend par là ceux que définit et articule la pensée économique depuis Adam Smith<sup>17</sup>, c'est-à-dire depuis qu'un discours s'autonomise des autres discours sur la société et prend pour objet : « La création et la répartition de la richesse matérielle »<sup>18</sup>, ne sont donc pas universels, au sens où ils permettraient d'analyser cet objet dans n'importe quelle société. L'épreuve de l'analyse des systèmes productifs socialistes et des enjeux initiaux du post-socialisme sanctionne cette non-universalité. Elle autorise aussi quelques propositions sur son origine.

L'impossibilité de produire une analyse économique du socialisme résulte de celle de séparer les décisions concernant la production d'autres décisions, politiques en particulier, et de leur attribuer une rationalité spécifique, autonome.

Quand la production est interne au parti-Etat, son orientation, son rythme d'augmentation, le développement technique et sa répartition géographique résultent de décisions politiques. La production n'est qu'un aspect de l'histoire du parti-Etat. Elle en subit les scissions. En URSS : collectivisation de l'agriculture et rapport agriculture - industrie qui en résulte, guerre antinazie, guerre froide, colonisation des territoires asiatiques. En Chine : collectivisation, grand bond en avant, communes populaires, révolution culturelle, réforme de Deng en 1978, accélération de la réforme en 1983. Si l'on tient absolument à parler d'une « économie » socialiste, au sens de l'objet, elle est entièrement subordonnée à la politique. Si l'on tient absolument à parler « d'économie » en tant que pensée de cet objet, ce n'est qu'une branche de l'histoire d'un socialisme particulier. Les concepts classiques de l'économie des capitalismes y sont, on l'a vu, inadéquats.

Il ne peut donc y avoir économie, à la fois objet et pensée de cet objet qu'à deux conditions. Premièrement la séparation de la production et de l'Etat, donc que la production résulte essentiellement de décisions individuelles. Deuxièmement que les comportements de ces « acteurs » individuels soient stables dans le temps. La stabilité des comportements est en effet une condition pour que l'analyse économique puisse découvrir et fonder rationnellement des régularités, des tendances, pour certains auteurs des « lois ». Car la pensée économique ne fait qu'explicitier des comportements stables et modéliser les effets de

---

<sup>17</sup> On peut à la rigueur remonter aux mercantilistes.

<sup>18</sup> Cf. la célèbre lettre de Ricardo à Malthus : L'économie politique est selon vous une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une enquête au sujet de la répartition du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. Débat, donc, entre les classiques sur « l'accent » : création ou répartition, mais accord sur l'objet.

leurs interactions. Il s'agit toujours, au fond, de comportements individuels. C'est explicitement le cas dans la microéconomie néoclassique. Mais cela l'est aussi dans l'économie politique classique, qui regroupe les individus en classes sociales, et dans la macroéconomie keynésienne qui les regroupe en catégories statistiques. La classe des capitalistes (chez les classiques, Marx compris) ou le groupe des « entreprises » (dans la macroéconomie) se comporte comme le capitaliste individuel ou le chef d'entreprise « représentatif ».

Selon moi, la seule institution capable d'opérer la séparation de l'économie et de l'Etat et d'assurer la stabilité des comportements individuels est la propriété individuelle. Les individus n'ont de comportements stables à l'égard de la richesse, autonomisant ainsi les phénomènes de production et de répartition, que parce qu'ils y sont contraints par les rapports sociaux engendrés par la propriété individuelle, donc dans les sociétés où domine cette forme de propriété : les sociétés capitalistes. Si l'histoire est l'histoire de l'Etat, l'économie, dans les capitalismes, est donc a - historique. Elle impose dans l'histoire d'un capitalisme la massive stabilité de comportements engendrés par les rapports sociaux fondés sur la propriété individuelle.

Tout un courant de pensée économique, néoclassique à l'origine, soutient une thèse différente. Hayek, qui en est le fondateur, affirme que la stabilité des comportements à l'égard de la richesse est dans la « nature humaine », et qu'elle n'est que l'expression de la raison. Il s'ensuit que l'économie, selon cette conception, peut prétendre à l'universalité. Elle se présente comme la science du comportement rationnel, par définition a – historique, mais cette fois à l'œuvre dans n'importe quelle société. Elle est l'universel a – historique.. Elle prétend donc non seulement modéliser la production et la répartition dans toute société possible, mais aussi bien le suicide, la criminalité, le mariage, le choix des études, etc., toutes les activités censées être gouvernées par une évaluation comparative individuelle des avantages et des inconvénients, des joies et des peines. L'analyse des socialismes montre que l'ambition de cette conception de l'économie est démesurée. Comme le montrerait aussi, à mon avis, l'examen critique de tout ce qui s'est dit, sous le nom d'anthropologie économique, de la production et de la répartition dans les sociétés pré capitalistes.

Que, dans les capitalismes, la production soit séparée de l'Etat et gouvernée par des comportements individuels ne signifie évidemment pas que l'Etat n'intervienne pas sur ces comportements, et donc sur l'économie. Mais il le fait en extériorité, par des contraintes réglementaires, fiscales, des manipulations de la valeur de la monnaie, qui encadrent et limitent l'exercice des droits de propriété individuels. Néanmoins, les interventions étatiques

sur l'économie peuvent, dans certaines circonstances, être modifiées<sup>19</sup> de manière telle qu'elles engendrent des dynamiques économiques très différentes de celles de la période antérieure. Ainsi de l'ensemble des interventions étatiques qui, dans les pays riches et au niveau des rapports entre Etats<sup>20</sup>, ont été mises en place dans l'après-guerre. Elles ont donné aux capitalismes de ces pays un cours différent de celui d'avant-guerre. Si bien que, même en la restreignant à l'analyse des capitalismes, l'économie ne peut prétendre élaborer, comme Marx le pensait, les lois générales « du » capitalisme. Tout ce qu'elle peut faire, c'est élaborer les lois d'un capitalisme particulier, défini par des interventions étatiques, elles-mêmes stabilisées, d'un certain type<sup>21</sup>.

En bref, il n'y a d'économie que capitaliste. La pensée économique ne peut penser la production et la répartition que dans les capitalismes, seules sociétés où elles sont séparées de l'Etat et donc susceptibles de connaître, au moins pendant certaines périodes, des évolutions autonomes analysables en tant que telles.

---

<sup>19</sup> Ce qui est une décision politique.

<sup>20</sup> Les accords de Bretton Woods.

<sup>21</sup> J'ai développé plus longuement ce point dans « L'Inégalité du Monde », chp. 1. Gallimard. Collection Folio Actuel. Paris, 1996.